

LES ARCHIVES DES ENTREPRISES : conservation, accessibilité et apport pour la période de l'Occupation

**Colloque organisé par le groupement de recherche(GDR) du CNRS " Les entreprises françaises sous l'Occupation"
en association avec Centre des archives du monde du travail (CAMT), Roubaix et l'Institut fédératif de recherche sur les économies et les sociétés industrielles (IFRESI-CNRS), Lille.**

Jeudi 4 - vendredi 5 mars 2004

Centre des archives du monde du travail, Roubaix

Après une première journée d'études consacrée aux archives des institutions engagées dans l'économie de l'Occupation (Paris, octobre 2002), le GDR s'est intéressé à Roubaix à ce qui constitue, a priori, la source principale de l'histoire des entreprises : leurs propres archives. Ces deux journées ont été l'occasion de confronter les démarches, les méthodes et les réflexions des archivistes et des historiens autour d'une question qu'ils appréhendent différemment en fonction de besoins, de contraintes et d'impératifs divers.

Françoise Bosman (directrice du CAMT) accueille les participants du colloque en soulignant combien le CAMT est heureux de recevoir au cours de ces deux journées archivistes et historiens. Les fonds conservés au CAMT, issus à la fois de la série AQ des Archives nationales et de nouveaux versements, d'origine notamment régionale, sont rapidement présentés. F. Bosman rappelle qu'il était prévu, à l'origine, la création de plusieurs centres ayant vocation à centraliser sur une base régionale les archives relatives au monde du travail. Les autres centres n'ont pas vu le jour, ce qui explique en partie l'éclatement des archives entre différentes structures et de multiples lieux. **Gérard Gayot** (université de Lille III - IFRESI-CNRS) remercie les organisateurs du colloque. Il y voit un encouragement à poursuivre les recherches en ce domaine, rappelant les propos de Jean Bouvier qui déclarait que " l'histoire des entreprises est une bonne tour d'observation pour l'histoire économique ". Il ajoute qu'à l'heure où le monde de la recherche est confronté à de grandes difficultés, il est heureux qu'une telle réunion puisse se tenir grâce à l'association du CAMT, de l'IFRESI et du GDR. **Hervé Joly** (directeur du GDR - LARHRA-CNRS, Lyon) présente rapidement le programme de ces deux journées associant archivistes et historiens en soulignant l'importance de pouvoir confronter des démarches diverses et d'apporter une dimension comparative, notamment par des interventions relatives à l'Allemagne et à la Belgique. Il rappelle le travail mené jusqu'à présent par le GDR (journée d'études à Paris en octobre 2002, colloque de Caen sur les comités d'organisation en avril 2003, table ronde de Francfort en novembre 2003) et les prochaines manifestations (colloque sur l'énergie à Arras en novembre 2004, colloque sur les transports au Havre en mars 2005, enfin un colloque sur le financement des entreprises sous l'occupation à l'automne 2005) ainsi que l'élaboration, en vue d'une publication, d'un guide des sources des entreprises sous l'Occupation.

La première demi-journée présidée par **Jean-François Eck** (université Lille III) avait pour thème les archives d'entreprises dans les fonds publics. **Christian Hottin** et **Amable Sablon du Corail** (conservateurs au CAMT) nous proposent un rapide historique de la série AQ dans laquelle 150 entrées concernent la période de l'Occupation, souvent de manière seulement marginale toutefois. La série AQ comprend également les archives des entreprises allemandes séquestrées en 1945, fonds remis par le service des Domaines en 1953. Lors de la création du

CAMT, celui-ci a hérité en partie de la série AQ (hormis certains dépositaires qui préféraient conserver leurs archives à Paris, ou, par exemple, des archives de la Rhumerie Saint-James déposées aux Centre des archives de l'outre-mer à Aix-en-Provence). S'y ajoute un transfert d'archives d'origine régionale, notamment celles d'entreprises textiles et minières. C. Hottin souligne combien le temps de la collecte des archives se différencie du temps de la recherche elle-même et que, pour nombre d'entreprises, déposer et confier ses archives n'est pas une priorité. A. Sablon du Corail nous propose un aperçu du fonds 38 AQ (papiers personnels de Corbin Hackinger, directeur de l'Akkumulatoren Fabrik de Berlin envoyé à Paris au nom des autorités allemandes pour évaluer les capacités de production de piles, batteries et accumulateurs). Il devient en 1942 le représentant des principales firmes allemandes et agit au niveau des commandes, de la répartition des matières premières et de la production directement auprès du comité d'organisation de la construction électrique. La richesse de ces archives, peu exploitées jusqu'à présent, illustre concrètement la part des initiatives allemandes dans l'exploitation économique de la France. **Magali Lacousse** (conservatrice au Archives nationales, Paris) nous présente un aperçu des fonds des entreprises de presse conservés au Centre historique des Archives nationales. La série AR (archives de presse) comptabilise 6 fonds intéressant l'Occupation, concernant des journaux parisiens ou nationaux évoluant vers la Collaboration - *Le Matin* (1 AR), *L'Oeuvre* (3 AR), *Le Journal* (8 AR) et *Le Petit Parisien* (11 AR) - ou bien nés de la Collaboration - *Les Nouveaux Temps* (2 AR) et *La France socialiste* (4 AR). Les fonds ont été déposés par la Société nationale d'éditions de presse (SNEP) créée au lendemain de la Libération pour gérer les journaux transférés, confisqués ou séquestrés par l'Etat. Librement consultables, ces fonds restent peu exploités alors qu'ils permettent d'éclairer notre connaissance de la période. L'exemple du courrier des lecteurs offre à cet égard un intérêt certain dans la mesure où il nous présente une gamme étendue de la banalité quotidienne de la collaboration. **Sébastien Durand** (université Bordeaux III) apporte quant à lui l'expérience de son approche locale des archives d'entreprises. Engagé dans un travail de recherche sur l'économie de la Gironde pendant l'Occupation, il s'est lancé dans la recherche tous azimuts des archives disponibles sur les entreprises. Après avoir évalué l'intérêt des archives d'entreprises disponibles aux archives départementales de la Girond et aux archives municipales de Bordeaux, Sébastien Durand présente les trois grandes situations que l'on rencontre à propos des archives privées : soit leur disparition pure et simple, soit le maintien dans les structures (par exemple, les banques ou port autonome de Bordeaux), soit enfin, le cas des entreprises qui n'existent plus et dont il faut retrouver les archives chez d'éventuels repreneurs (par exemple, les archives des entreprises d'électricité nationalisées au sein d'EDF). Après avoir rappelé non sans humour que certaines compétences spéléologiques sont parfois indispensables (pour explorer caves et greniers), Sébastien Durand insiste sur le fait que les renseignements contenus dans les fonds de grandes banques nationales, comme le Crédit Lyonnais ou la Banque de France, sont incontournables pour pallier les manques d'archives directes, de même que les archives du ministère de la Reconstruction et des Dommages de guerre. Enfin, les archives allemandes peuvent être également intéressantes pour une analyse à l'échelle locale. H. Joly présente le texte d'**Arne Radtke-Delacor** (université de Göttingen), empêché de se rendre à Roubaix, relatif aux archives d'entreprises déposées dans les archives publiques en France, en Allemagne et en Russie. En s'appuyant sur les expériences vécues dans plusieurs sites archivistiques européens (Archives nationales à Paris puis CAMT à Roubaix, Bundesarchiv à Berlin, et Centre pour la conservation des collections historiques et documentaires à Moscou), A. Radtke-Delacor est à même, dans une démarche comparative, de souligner tout à la fois l'intérêt d'indiquer la localisation de centres d'archives méconnus et de multiplier la confrontation entre différents types de sources pour éventuellement combler les lacunes existantes. La richesse des fonds conservés dans les archives publiques, qui

intéressent, par exemple, les entreprises françaises (de Wendel, Fives-Lille, Cail, etc.) ou allemandes (Siemens, AEG, IG Farben, etc.) ne doit pas faire oublier les lacunes, l'intérêt inégal des fonds conservés, voire certaines restrictions d'accès. Ces sources ne sont utiles que comme complément et non comme source principale de l'activité de telle ou telle firme sous l'Occupation. **Madeleine Jacquemin** (Archives générales du royaume de Belgique) présente un panorama du patrimoine des Archives générales du royaume (AGR) et Archives de l'État dans les provinces, en abrégé Archives de l'État, qui représente 210 km² répartis dans 20 implantations différentes. Les archives d'entreprises conservées au dépôt bruxellois des AGR rassemblent, outre 150 fonds d'entreprises séquestrées après la Première Guerre mondiale, 119 fonds d'entreprises, d'associations et de personnes physiques dont l'activité est liée au monde du travail. Une partie d'entre eux intègrent la Seconde Guerre mondiale. Le plus important est celui de la Société générale de Belgique, véritable empire financier, industriel et commercial du royaume (elle contrôle plus de 800 entreprises soit 40 % du potentiel industriel) dont le tout puissant gouverneur, Alexandre Galopin, donne son nom à la doctrine organisant les relations économiques germano-belges sous l'Occupation. Déposées pour une partie en 1960 puis entre 1995 et 2003, ces archives sont d'une incontestable utilité pour qui s'intéresse à la l'histoire de la Belgique occupée, à celle de la Société générale elle-même ou encore à celle de ses nombreuses filiales (dans le secteur des charbonnages ou des activités coloniales, par exemple).

La seconde demi-journée, présidée par **Patrick Fridenson** (EHESS, Paris), porte une attention particulière aux archives des entreprises industrielles appréhendées sous de multiples aspects. **Françoise Berger** (UMR IRICE, Université de Paris I) s'intéresse aux archives des entreprises sidérurgiques françaises et allemandes, en combinant des sources issues des entreprises françaises (Schneider, de Wendel) et allemandes (Mannesmann, Thyssen, Krupp et les Aciéries réunies). Leur exploitation croisée permet d'améliorer notre connaissance des entreprises françaises du secteur concerné. La majorité des entreprises allemandes citées possèdent des informations sur leurs concurrentes françaises, apportant un éclairage utile et majeur notamment en ce qui concerne les débats, les relations mais aussi les pressions relatives à des cessions de participations. Par ailleurs, toute une étude pourrait être menée sur l'épineuse question de la main-d'œuvre volontaire, forcée ou déportée dont ont bénéficié les entreprises sidérurgiques allemandes sous l'Occupation. **Jean-Marie Moine** (université de Tours) s'intéresse à la sidérurgie lorraine pendant la Guerre, au regard des accusations dont elle est victime au cours des années 1945-1953. L'utilisation et l'exploitation d'archives publiques et d'archives privées s'avèrent un passage obligé pour qui veut comprendre et dénouer les pièges, en évitant les erreurs d'interprétation, sur une question sensible. Au-delà de la branche, ce sont surtout les Ets de Wendel qui font l'objet d'attaques et d'accusation de collaborationnisme. L'action intentée en justice contre le journal *Action* et la condamnation de ce dernier en 1953, les différents travaux scientifiques, dont ceux de Philippe Mioche, n'y font rien : la légende persiste. Pourtant de nombreuses sources publiques et surtout différents fonds privés (journal personnel de François de Wendel, papiers de l'avocat du journal Joe Nordmann, témoignages, carnets de l'ingénieur secrétaire général de la Société des Hauts fourneaux de la Chiers, etc.) ainsi que les archives d'entreprises du secteur, même si certaines d'entre-elles ont été expurgées, permettent de suivre assez précisément l'activité et les relations entreprises/Etat, entreprises/Allemands dans la période considérée. **Alain P. Michel** (CRHST, UMR 2139) nous propose, à partir d'archives et de documents photographiques, une réflexion sur le devenir des archives des bureaux d'études de la société des automobiles Renault confrontée aux bombardements. L'explication courante tend à invoquer le rôle des bombardements pour expliquer la disparition d'archives. Or, Alain Michel montre que, pour Renault, les archives sont un instrument, un outil utile, voire indispensable, à la conception de

modèles ou de formes d'organisation et de production. Ces archives actives, une fois détruites, peuvent être reconstituées : récupération des vestiges, reproduction des documents, sans oublier que certaines sources ont été préservées, notamment celles déposées aux archives centrales. La Guerre est par ailleurs une période de réflexion (conférences de formation des ingénieurs), de préparation des actions futures (préparation de la 4CV) et d'étroite coopération entre, par exemple, le bureau des études et le bureau des méthodes, l'ensemble produisant une documentation supplémentaire de riche qualité. **Eric Godeau** (université de Paris I Panthéon-Sorbonne) nous présente une réflexion sur les archives de la Seita (aujourd'hui Altadis) à travers un guide des sources de l'industrie du tabac en France aux XIXe et XXe siècles, récemment publié. Peu exploitées jusqu'à présent, les archives du Seita (à Fleury-les-Aubrais, en banlieue d'Orléans) sont ouvertes depuis quelques années et disposent dorénavant d'un outil de recherche. La diversité des fonds témoigne de l'importance de cette activité dans le cadre politique et économique de la nation : rapport avec les Finances par le biais de la Caisse d'amortissement, avec les administrations pour ce qui concerne le rationnement sous l'Occupation, questions relatives au personnel, etc. L'ensemble est assez complet, y compris pour la période de la Seconde Guerre mondiale, même si certains fonds ont disparu (manufactures d'allumettes notamment). La dispersion des différents sites de consultation des archives est importante : outre Fleury-les-Aubrais pour les archives du siège social et de quelques établissements, le Service des archives économiques et financières du ministère de l'Economie et des Finances à Savigny-le-Temple (Seine-et-Marne) pour plusieurs fonds, les fédérations syndicales pour les archives correspondantes, les archives départementales pour les anciens sites de production et les sites encore en activité eux-mêmes. **Florent Le Bot** (IDHE-université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis) s'intéresse aux archives d'une fabrique de chaussures de Fougères - l'entreprise Morel & Gaté - afin de mieux comprendre les enjeux de l'aryanisation dans le secteur des cuirs et peaux sous l'Occupation. Retrouvées par hasard en 1985 au fond d'un hangar près de dix années après la faillite de la firme, ces archives ont été depuis lors déposées aux archives municipales de Fougères où elles représentent, après classement et inventaire, 1 222 cotes et 40 ml. L'utilité de cette source est fondamentale, à l'évidence pour l'histoire de l'entreprise elle-même, mais aussi pour l'histoire de la chaussure à Fougères, intégrée à une branche dont les enjeux nationaux et internationaux dépassent la région fougèraise. En confrontant cette source à des archives administratives nationales, mais aussi aux rapports d'inspection de la Banque de France, ou à différents fonds issus des syndicats professionnels, on obtient un éclairage qui permet d'apporter des réponses aux questions que pose l'historien sur cette période en matière économique et financière (rupture/continuité ; adaptation/contrainte, etc.). **Patrice Baubeau** (IDHE-université Paris X Nanterre) présente les résultats principaux d'une recherche au sein des Ets Devanlay-Recoing, fabricants de bonneterie à Troyes. Le cadre d'une commande de la direction, qui vise un objectif particulier, ne facilite pas toujours la tâche de l'historien. Il permet cependant d'exploiter des archives sinon inconnues du moins non exploitées, de découvrir des sources inédites et d'entreprendre une série d'interviews. Au regard de l'aryanisation, les sources internes ajoutées et confrontées à des archives publiques (archives départementales de l'Aube et archives municipales de Troyes) et à celles des syndicats professionnels favorisent une variété d'interprétations au terme desquelles il est délicat de trancher brutalement sur la réalité et surtout le sens à accorder à l'aryanisation fictive telle qu'elle est communément admise. Enfin, le croisement de sources privées et publiques permet de prendre connaissance et conscience de l'environnement local dans lequel se meut l'entreprise Devanlay, confrontée, avant comme après guerre, à des ferments de xénophobie et d'antisémitisme issus des milieux professionnels concurrents. **Véronique Pouillard** (Université libre de Bruxelles) nous présente les archives de la maison de couture Hirsch & Cie à Bruxelles. Déposées aux Archives générales du royaume depuis 1968, les archives de la maison Hirsch n'ont fait l'objet

d'un classement qu'en 1998 (l'inventaire a été édité en 2000). Elles permettent d'apercevoir l'activité commerciale et créatrice de la firme sur près d'un siècle et de suivre la qualité des liens et des réseaux d'affaires et de clientèle au niveau international (Paris, Vienne, Londres, etc.). Les archives relatives à la période de l'Occupation sont d'une grande richesse. Confrontés à l'aryanisation, les fondateurs de la maison Hirsch utilisent les services du directeur général qui garantit l'indépendance de l'établissement, ce qui ne l'empêche pas de travailler pour l'occupant, en fabricant des uniformes pour la Wehrmacht. D'autres aspects sont largement présents dans ce fonds : documents comptables et financiers, fonds iconographique d'un grand intérêt (modèles, mannequins, photographies des magasins et ateliers, etc.) et de nombreux dossiers classés par thèmes (fournisseurs, clients, personnel, relations avec l'occupant, etc.).

La troisième demi-journée présidée par **Roger Nougaret** (directeur des archives historiques du Crédit lyonnais) s'intéresse aux archives des institutions financières. **Hubert Bonin** (IEP Bordeaux) et **Catherine Dardignac** (Archives historiques de la Société générale) présentent les archives du groupe de la Société générale pour la Seconde Guerre mondiale, qui fédèrent aujourd'hui sous une même gestion les archives de trois groupes bancaires : celles de la Société générale, de sa filiale alsacienne (et allemande) Sogenal et de diverses autres entités; mais aussi celles du groupe Crédit du Nord - Crédit du Nord lui-même et les banques intégrées au fil du temps comme la Banque de l'union parisienne (BUP), Mirabaud, la Compagnie algérienne -, enfin celles du Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie, y compris sa filiale, la Banque de Salonique. Ces archives permettent bien sûr une analyse des entreprises elles-mêmes pour la période de l'Occupation : évolution de l'équipe dirigeante et de son degré d'autonomie vis-à-vis de Vichy et des autorités d'occupation, organisation des sociétés, gestion de la main-d'œuvre, notamment du point de vue des exclusions catégorielles, la question de l'aryanisation et bien sûr, celle de l'activité " normale " de ces entreprises : toutes opérations bancaires et financières. Mais ces archives offrent par ailleurs une capacité de recherche substantielle en complément des archives publiques et des autres pôles d'archives bancaires, notamment ceux du Crédit Lyonnais et de BNP Paribas. **Rodrigo Lopez** (université de Lausanne) évoque ensuite les archives des banques allemandes au regard de leurs activités parisiennes pendant l'Occupation. Si l'histoire bancaire allemande pendant la Seconde Guerre mondiale connaît une certaine vigueur depuis une dizaine d'années, notamment à partir de l'histoire de la Deutsche Bank publiée en 1995, l'activité de ces banques en France occupée n'a guère été analysée jusqu'à présent. R. Lopez évoque d'abord les relations entre les banques allemandes et françaises. Il replace celles-ci dans le contexte ouest-européen, bien moins agressif de la part des Allemands que celui de l'Est. L'importance de la place financière de Paris est un élément à prendre en compte. Les banques allemandes s'appuient sur un système de représentants, pour y développer des opérations en partenariat (achat de sociétés minières en Europe de l'Est, financement du commerce franco-allemand etc.). Les archives permettent donc d'interroger à nouveau les relations de partenariat entre banques françaises et allemandes. Elles permettent aussi d'observer que les banques allemandes cherchent en permanence à acquérir un certain degré d'autonomie vis-à-vis des autorités d'occupation qui, elles, ne le souhaitent guère. Enfin, il est possible de s'arrêter sur la concurrence que se livrent ces banques entre elles. **Pierre Martin** (université Paris I Panthéon-Sorbonne - IDHE) a choisi d'isoler, à partir de ses travaux sur l'histoire du groupe Azur, les archives d'une compagnie parisienne d'assurances sous l'occupation : la *Société d'Assurances Mutuelles de la Seine et de la Seine-et-Oise* (AMSSO). Il s'agit d'une entreprise prestigieuse, spécialisée dans les dommages. L'Occupation correspond à une période de reprise en main du secteur, lancée en 1938 : normalisation des comptes (adoption d'un plan comptable applicable à partir de 1940, nouveau ministère de tutelle). Les archives ont

conservé essentiellement la mémoire de la direction et des organes de pouvoir : procès verbaux des conseils d'administration, assemblées générales, correspondance avec les sociétaires, le comité d'organisation et surtout, documents passionnants, les dossiers des commissaires contrôleurs du ministère des Finances, chargés du contrôle des bilans des sociétés d'assurances. La période permet à la société d'affiner sa stratégie, concernant notamment les " grands risques " (gros contrats sur usines) ou encore la réassurance. Il apparaît très clairement que l'AMSSO a toujours refusé d'assurer les sociétés liées à l'Allemagne. En somme, les archives de cette entreprise permettent de montrer à quel point l'histoire de l'assurance dans une période totalement anormale pour ce secteur est digne d'intérêt.

La quatrième séance, placée sous la présidence de **Gérard Gayot** (Lille 3, IFRESI) était centrée sur les archives des entreprises de BTP et de transport. **Christian Perrot** (archives SNCF) présente la politique d'archivage de la SNCF pour la communication des archives de sa première décennie d'existence (1938-1948). Après avoir évoqué l'histoire de la relation de l'entreprise à ses archives, et notamment l'accélération depuis une dizaine d'année de la création de centres spécialisés (comme Le Mans en 1995, ou Béziers en 1997), C. Perrot rappelle que l'entreprise a conclu dès 1992 avec l'Institut pour l'histoire du temps présent une convention de recherche sur le rôle de l'entreprise dans la période 1940-1945, qui a débouché sur la remise d'un rapport en 1996. Le centre des archives historiques du Mans a permis de faire progresser substantiellement les connaissances sur cette période, aboutissant au colloque organisé en juin 2000 par l'Association pour l'histoire des chemins de fer en France (AHICF). Mais l'histoire ferroviaire de la période est loin d'être complète. Les outils de travail sont maintenant performants (l'état sommaire des fonds est disponible en ligne sur le site de l'AHICF) tandis que 27 catalogues sont consultables dans trois sites (Béziers, Le Mans, Paris). **Georges Ribeill** (Ecole nationale des Ponts et Chaussées - LATTs) et **Coralie Immelé** (Université Lumière Lyon II, LARHRA) présentent une communication complémentaire du point de vue des utilisateurs des archives de la SNCF. Le rapport à l'archive est très différent d'un lieu à un autre, ou selon les différents services de l'entreprise : les services d'exploitation, par exemple, dont les papiers sont très vite dépassés, ne disposent pas d'une tradition de stockage. Cependant, la SNCF produit une abondance de documents. La presse corporatiste, par exemple, est très riche. Elle donne des renseignements précieux aussi bien sur la vie quotidienne du cheminot que sur l'évolution technique ou encore les statistiques du fret, etc. G. Ribeill et C. Immelé présentent ensuite plus précisément des pistes de recherches à partir des 53 séries conservées au Mans. Celles-ci peuvent être utilisées pour estimer les rapports entre la SNCF et les autorités d'occupation, observer les actions contre les agents communistes, suivre les statistiques des services techniques de la direction générale. Les intervenants concluent à l'extrême richesse des archives de la SNCF, encore largement inexploitées, même s'il faut toujours les croiser avec d'autres fonds. **Henri Zuber** (Conservateur du patrimoine, archives RATP, Association des archivistes français) évoque, quant à lui, les transports parisiens sous l'Occupation, état des fonds et des recherches. Après avoir rendu hommage à Michel Margairaz et Noëlle Gérome, principaux initiateurs des recherches effectuées sur l'histoire des transports parisiens, H. Zuber rappelle que la défaite a été l'occasion de procéder (en 1941) au projet de fusion des différents réseaux (bus et métro, puisque le tramway avait disparu entre 1927 et 1937) existant encore dans les années 1930 (le métro dépendait de la ville de Paris, les transports de surface du département de la Seine). Les archives de la RATP sont issues des aléas des activités des compagnies. Il reste fort peu de choses sur l'activité du métro, car le déménagement du siège, en 1970, a entraîné d'importantes destructions, tandis que les archives concernant le bus sont restées toujours au même endroit jusqu'en 1995, ce qui a permis une excellente conservation. L'entreprise a créé

deux centres, l'un pour les archives intermédiaires, l'autre pour les archives historiques. Les fonds de la direction générale, ceux de la direction du personnel sont riches. L'exploitation du réseau des bus a laissé les archives les plus complètes (il existe une sous-série spécifique pour la période 1939-1945). Elle permet d'évoquer les relations avec les Allemands, l'exploitation du réseau, les services spéciaux demandés par les autorités allemandes ou françaises (réquisition, équipement). Elle comprend aussi les études générales ainsi que les fonds de la direction financière. En dépit de cette richesse, H. Zuber appelle à ne pas négliger les sources complémentaires : la série F14 des Archives nationales ; celles du cabinet du préfet aux archives de Paris. Même si un effort a été effectué dans le domaine de l'histoire de la RATP, il reste encore beaucoup de choses à réaliser, notamment sur les aspects humains et techniques relatifs à l'Occupation. **Marie Françoise Berneron-Couvenhes** (université Paris-Sorbonne - Paris IV) évoque les archives des deux principales compagnies de navigation françaises sous l'Occupation : la Cie des messageries maritimes (CMM) et la Cie générale transatlantique (CGT). L'histoire de la marine marchande n'a guère été évoquée pour la période de la guerre que sous l'angle du fait divers ou du naufrage retentissant. Or, la fusion des deux compagnies absorbées maintenant dans la Cie maritime d'affrètement a permis de voir réapparaître les archives, conservées au Havre et consultables avec une autorisation préalable de la direction des Archives de France. Elles permettent de reconstituer une histoire complexe pour la période de la guerre. Les compagnies sont sous tutelle de la direction des Transports maritimes depuis 1933 et réquisitionnées à partir de septembre 1939. La question de l'autonomie des entreprises est ainsi largement posée. Les flottes sont touchées diversement, et à des époques différentes par le conflit. Les archives sont assez déséquilibrées à l'avantage de la CMM : 185 cartons pour 45 cartons seulement pour la CGT. On y trouve les archives classiques de toute entreprise : délibérations des conseils d'administration (et notes préparatoires à ces réunions, fort instructives), assemblées générales et comptes rendus aux actionnaires. Les documents concernent aussi le personnel et la correspondance avec Vichy ou le Gouvernement provisoire. La plus grande originalité tient dans les archives de l'exploitation (surtout pour la CMM) : rapports de voyages commerciaux ou de réquisition, rapports d'agences, d'une très grande richesse. Les lacunes concernent surtout les documents financiers. Selon M.-F. Berneron-Couvenhes, les archives des compagnies maritimes constituent une bonne base d'observation de l'histoire de l'Occupation, tant du point de vue métropolitain que de celui de l'Empire. **Bruno Jégou** (université Paris-Sorbonne - Paris IV) présente les archives des entreprises de BTP pendant la Seconde Guerre mondiale. Ce secteur, sollicité par les enjeux de la reconstruction (dès 1941) et des fortifications de la côte atlantique, était alors beaucoup plus éclaté qu'aujourd'hui, les quatre grands groupes actuels (Vinci, Bouygues, Eiffage et Spie-Batignolles) ayant absorbé un grand nombre d'entreprises petites ou moyennes. Ces groupes ont souvent récupéré les archives des entreprises acquises, ce qui, d'une certaine façon, "facilite" la démarche. L'auteur présente les reconstitutions d'archives possibles concernant les entreprises en activité sous l'Occupation en observant les ressources de chaque groupe actuel. La richesse de ces archives est exceptionnelle, notamment du point de vue de la reconstruction et des dommages de guerre. Mais la consultation de ces sources reste aléatoire et soumise à la volonté des entreprises concernées. L'impression d'ensemble est néanmoins celle d'une diversité importante des sources. **Arnaud Berthonnet** (université Paris-Sorbonne Paris IV) met quant à lui l'accent sur les archives et l'histoire des entreprises routières (1940-1945). Les travaux routiers représentent l'activité principale de la branche Travaux Publics. Ce secteur, qui dispose de techniques et de matériels très spécifiques, est composé d'entreprises assez différentes, mélangeant de nombreuses entreprises familiales, des entreprises à nom générique et à direction managériale et des entreprises reposant sur le dépôt de brevet (comme Colas). Ce secteur dépend

énormément des commandes passées par l'Etat et a connu au cours des années 1930 un développement considérable. Faisant le bilan de dix ans de recherches dans les principaux groupes de construction routière, Arnaud Berthonnet insiste sur la bonne conservation globale des archives de cette période. L'impression dominante est l'absence de rupture. Cependant, rares sont les fonds vraiment homogènes, hormis celui de la SACER. Outre des monographies d'entreprise, une analyse précise et complète du secteur doit nécessairement passer par une prosopographie des dirigeants, des administrateurs, sans négliger pour autant les sources de l'Union syndicale, ou celles relatives à l'épuration qui permettent d'apporter, *a posteriori*, un éclairage nouveau sur des comportements occultés de l'Occupation.

H. Joly conclut rapidement ces deux journées en soulignant l'intérêt de croiser des démarches différentes mais complémentaires par bien des aspects, les archives étant au cœur de préoccupations communes. Après avoir remercié tous les organisateurs et participants, il donne rendez-vous en novembre 2004 à Arras pour le colloque consacré à l'énergie sous l'Occupation.

Nicolas Marty, maître de conférences à l'université de Perpignan Philippe Verheyde, maître de conférences à l'université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis